



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 418 – 15 octobre 2021

Zoom sur le rapport "Perspectives de l'économie mondiale" d'octobre 2021, publié par le FMI

- Malgré des prévisions optimistes pour 2021, la persistance de la pandémie creuse les inégalités

Après -3,1% en 2020, [les projections d'octobre 2021 du Fonds monétaire international](#) (FMI) indiquent un important rebond du PIB mondial à +5,9% en 2021 ; toutefois en diminution de 0,1 point de pourcentage (p.p.) par rapport aux projections d'avril 2021. Cette

révision légèrement à la baisse reflète des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement mondiales et l'aggravation de la pandémie dans certains pays en développement à faible revenu. Le FMI identifie l'apparition de nouveaux variants de la COVID avant que la vaccination ne soit généralisée comme principal facteur de risque pouvant entraver **le rebond de l'économie mondiale**.

Par ailleurs, l'institution note également des disparités importantes dans la vaccination contre la COVID-19, occasionnant des inégalités en matière de santé et de performances économiques. En effet, à la date du 22 septembre 2021, environ 58% de la population des économies avancées est entièrement vaccinée tandis qu'environ la moitié de la population dans les économies émergentes et plus de 90% dans les pays à faible revenu n'ont pas reçu d'injection. D'autre part, la hausse des prix des denrées alimentaires a été la plus importante dans les pays à faible revenu, **aggravant le contexte d'insécurité alimentaire** qui sévit dans certaines régions. Ainsi, la prévision de croissance des économies avancées a été légèrement rehaussée par rapport à avril 2021 (+0,1 p.p. à 5,2%) tandis que celle des pays émergents et en développement a été abaissée (-0,3 p.p. à 6,4%).

En 2022, l'économie mondiale devrait connaître une croissance de 4,9%, prévision supérieure à celle d'avril 2021 (+0,5 p.p.), en lien principalement avec les mesures supplémentaires de soutien engagées dans quelques grandes économies (par exemple, le plan d'investissements de 1 900 Mds USD annoncé par le Président américain en mars 2021). Après 2022, la croissance mondiale devrait être plus modérée et s'établir à environ 3,3% à moyen terme.

- Un rebond attendu en Afrique Subsaharienne, avec une croissance du PIB à +3,7% en 2021

L'ampleur de la reprise en Afrique subsaharienne a été légèrement revue à la hausse pour 2021 : +3,7% dans ces dernières prévisions, contre +3,4% anticipé en avril. Cette révision à la hausse reflète en partie l'amélioration des prévisions pour certains pays en raison de la hausse des cours de leurs principales

LE CHIFFRE À RETENIR

+6,7%

Le taux de croissance du Burkina Faso en 2021, soit le plus important en Afrique de l'ouest

matières premières exportées, qui l'emportent sur l'évolution de la pandémie. Aussi, la croissance devrait légèrement s'accélérer en 2022, à +3,8% (-0,2 p.p. comparé à avril 2021). A titre de comparaison, la Banque mondiale table sur un taux de croissance à 3,3% en 2021 et de 3,5% en 2022 pour l'Afrique subsaharienne.

📌 En Afrique de l'Ouest, le Burkina Faso enregistrerait la croissance la plus importante

Le FMI table sur une croissance positive pour **tous les pays d'Afrique de l'Ouest** en 2021. En outre, les estimations de taux de croissance de 7 **d'entre eux** ont été révisées à la hausse. Le Burkina Faso a enregistré la révision la plus importante (+2,4 p.p. à 6,7%), suivi par le Togo (+1,3 p.p. à 4,8%) et le Bénin (+0,5 p.p. à 5,5). A l'inverse, 6 pays ont connu une révision à la baisse, dont la plus importante concerne le Cap-Vert (-1,8 p.p. à 4%), suivi par le Niger (-1,5 p.p. à 5,4%) et la Gambie (-1,1 p.p. à 4,9). Enfin, la Côte d'Ivoire (+6%), le Mali (+4%) et le Libéria (+3,6%) n'ont pas connu de révision de leur taux de croissance.

Pour 2022, hormis le Burkina Faso, tous les pays de la zone devraient enregistrer une amélioration de leur taux de croissance par rapport à 2021. Malgré une prévision de croissance en diminution pour 2022 (-6,2 p.p. à 6,6%) en raison de retards dans la mise en exploitation des chantiers d'hydrocarbures, le Niger serait l'économie la plus dynamique de la région cette année-là. Le pays pourrait même se situer au 4^{ème} rang en Afrique subsaharienne, derrière les Seychelles (+7,7%), le Rwanda (+7%) et l'Ile Maurice (+6,7%).

Pays	Croissance du PIB réel en 2020	Croissance du PIB réel en 2021		Croissance du PIB réel en 2022	
		Proj. Oct. 2021	écart / proj. avr. 2021 (en p.p.)	Proj. Oct. 2021	écart / proj. avr. 2021 (en p.p.)
Benin	3,8	5,5	+0,5	6,5	+0,5
Burkina Faso	1,9	6,7	+2,4	5,6	+0,4
Cap Vert	-14,8	4	-1,8	6,5	+0,5
Côte d'Ivoire	2,0	6	0	6,5	0
Gambie	-0,2	4,9	-1,1	6	-0,5
Ghana	0,4	4,7	+0,1	6,2	+0,1
Guinée	7,1	5,2	-0,4	6,3	+1,1
Guinée Bissau	-1,4	3,3	+0,3	4	0
Liberia	-3,0	3,6	0	4,7	0
Mali	-1,6	4	0	5,3	-0,7
Mauritanie	-1,8	2,7	-0,4	5	-0,6
Niger	3,6	5,4	-1,5	6,6	-6,2
Nigeria	-1,8	2,6	+0,1	2,7	+0,4
Sénégal	1,5	4,7	-0,5	5,5	-0,5
Sierra Leone	-2,2	3,2	+0,2	5,9	+2,3
Togo	1,7	4,8	+1,3	5,9	+1,4
Afrique subsaharienne	-1,7	3,7	+0,3	3,8	-0,2
Monde	-3,1	5,9	-0,1	4,9	+0,5

🍷 Régional

8 pays d'Afrique de l'ouest adhèrent à la réforme fiscale internationale relative à l'imposition des multinationales

Après être parvenus à un accord politique en juillet, 136 Etats [ont adhéré](#), le 8 octobre 2021, à la "[Déclaration sur la Solution reposant sur deux piliers pour résoudre les défis fiscaux soulevés par la numérisation de l'économie](#)". Discutée au sein du Cadre inclusif OCDE/G20 sur le BEPS, il s'agit d'une réforme fiscale qui permettra aux pays de dégager chaque année environ 150 Mds

USD de recettes supplémentaires. Elle garantit notamment (i) la réattribution d'une partie des droits d'imposition sur les Entreprises multinationales (EMN) de leurs pays d'origine aux marchés dans lesquels elles exercent des activités commerciales et réalisent des bénéfices et (ii) l'application d'un taux d'imposition minimum de 15% aux EMN. Les pays entendent signer une convention multilatérale courant 2022, en vue de sa mise en œuvre effective en 2023. A noter que 8 pays d'Afrique de l'ouest ont adhéré à l'accord : le Bénin, le Burkina Faso, le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, le Libéria, le Sierra Leone, le Sénégal et le Togo).

La Gambie, la Mauritanie, le Sénégal et la Guinée-Bissau s'accordent sur la gestion du Bassin aquifère sénégal-mauritanien

Le 29 septembre 2021, lors de la 9^{ème} rencontre des États-parties à la Convention de Genève sur l'eau, un accord portant sur la gestion commune du Bassin aquifère sénégal-mauritanien (BASM) [a été signé](#) entre la Gambie, la Guinée-Bissau, la Mauritanie et le Sénégal. De façon spécifique, cet accord vise à mettre en place un organe de gestion permanent, permettant d'établir un cadre juridique et institutionnel de coopération entre les parties afin d'assurer une gestion durable du BASM et de contribuer à renforcer la sécurité hydrique des pays concernés. D'une superficie d'environ 330 000 km², le BASM s'étend sur 1 300 km et constitue un important réservoir en eau pour les différents acteurs.

7^{ème} édition du salon des Banques & PME de l'UEMOA

La 7^{ème} édition du salon des Banques & PME de l'UEMOA [se tiendra](#) du 2 au 5 novembre 2021 à Ouagadougou sur le thème : "Transformation des économies africaines : contribution et impact des PME de l'UEMOA". Ce salon est une rencontre annuelle des Startups, Micros, Petites et Moyennes Entreprises et Industries (PME-PMI) de l'UEMOA et vise à offrir un espace d'échange sur des solutions innovantes afin d'intensifier les échanges inter et intra-communautaires.

🍷 Bénin

Inflation des biens alimentaires à +10,7% en g.a. en septembre 2021

Selon [l'institut national chargé de la statistique](#), le taux d'inflation est ressorti à +3% en glissement annuel (g.a.) en septembre 2021, contre +1,4% en g.a. le mois précédent. L'inflation a notamment été portée par la hausse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+10,7% en g.a.), en lien avec celle des huiles (+31,4% en g.a.), des légumes frais en fruits ou racines (+22% en g.a.) ou encore des poissons et autres produits

séchés (+18,1% en g.a.). Pour l'ensemble de l'année 2021, le FMI table sur un niveau d'inflation moyen à +3%.

🍷 Burkina Faso

Meridiam obtient la concession de l'aéroport de Donsin

L'entreprise française Meridiam et le gouvernement du Burkina Faso [ont signé](#), le 13 octobre 2021, une concession de 30 ans pour la conception, la construction, le financement, l'exploitation et la maintenance du nouvel aéroport de Donsin, situé à 35 km au nord-est de Ouagadougou. Meridiam est partenaire d'Aéroport Marseille-Provence, qui apportera son expertise par le biais d'un contrat d'assistance technique et d'une participation minoritaire dans la société de projet. Nécessitant un investissement total de plus de 220 M EUR, cette plateforme pourra accueillir jusqu'à 1 M de passagers par an. Les recettes prévisionnelles générées par la convention en faveur de l'Etat sont globalement de 550 M EUR. Les travaux devraient être finalisés au plus tard en 2025. A terme, l'infrastructure remplacera l'actuel aéroport international de Ouagadougou-Taamsé, construit dans les années 1960 et situé dans le centre-ville densément peuplé.

Une table ronde pour mobiliser les 8 Mds EUR encore nécessaires pour le PNDES II

Le ministère de l'Economie, des Finances et du Développement burkinabè a organisé, le 12 octobre 2021, une réunion de concertation avec les partenaires techniques et financiers (PTF) afin de préparer la table ronde visant à mobiliser des financements pour la mise en œuvre du Plan national de développement économique et social 2021-2025 (PNDES II). La table ronde [se déroulera](#) à Bruxelles les 2 et 3 décembre 2021 : le 1^{er} jour sera consacré à la rencontre avec les bailleurs multi et bilatéraux et le 2^{ème} jour à la tenue d'un forum des investisseurs privés. Le coût total du PNDES II est évalué à 29 Mds EUR : 63% seront financés sur ressources propres et 9%

sur ressources extérieures sur la base des conventions déjà conclues avec les PTF. Ainsi, **l'organisation de la table ronde servira à combler les 28% restant, soit près de 8,1 Mds EUR.**

🌐 Cap-Vert

20 M EUR pour la modernisation de l'administration publique

Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement (BAfD) [a approuvé](#), le 22 septembre 2021, un prêt d'un montant de 20 M EUR pour le financement d'un programme de gouvernance électronique et de modernisation de l'administration publique. Il visera particulièrement à : (i) améliorer l'efficacité numérique pour une meilleure prestation de services publics ; (ii) favoriser la transparence des démarches ; (iii) attirer les investissements du secteur privé.

🌐 Côte d'Ivoire

Signature d'une convention pour le développement du crédit-bail

Le 8 octobre 2021, dans le cadre de la stratégie d'amélioration de l'accès aux financements des Petites et moyennes entreprises (PME), le Ministre chargé de l'Economie [a signé](#) une convention de partenariat avec la Société financière internationale (SFI) visant à mettre en **œuvre le programme Afrileasing**. Ce projet vise à renforcer le cadre juridique et réglementaire pour le développement du marché du crédit-bail dans le pays. Selon le Ministre, l'encours de crédit-bail **en Côte d'Ivoire s'élève** à 178,4 Mds FCFA (272 M EUR) à fin 2020, soit une progression de 36,2% par rapport à 2019.

Inauguration de l'Orange Digital Center

Le 12 octobre 2021, le Premier ministre [a procédé](#) à l'inauguration à Abidjan du centre d'accélération numérique du groupe français Orange nommé "Orange Digital Center". Il

regroupera un accélérateur de startups, une école de code, un atelier de fabrication numérique et les locaux d'Orange Ventures, le fonds d'investissement de l'entreprise dédié aux startups innovantes. Son objectif sera de former aux métiers du numérique près de 2 000 jeunes d'ici fin 2022 et donc de contribuer à la création d'emplois pour la jeunesse. Pour rappel, Orange est le 1^{er} opérateur téléphonique de Côte d'Ivoire, avec un chiffre d'affaires d'environ 520 Mds FCFA (792,7 M EUR) en 2020.

Inauguration d'un port sec à Bouaflé

La Société de dédouanement maritime et aéroportuaire (SDMA), un commissionnaire agréé en douane basé à Abidjan, [a inauguré](#) le 9 octobre 2021 un port sec d'une superficie de 4 ha dans la ville de Bouaflé (293 km au Nord-Ouest d'Abidjan). Cette infrastructure logistique, qui a coûté 2,5 M EUR, **permettra d'empoter sur place** les marchandises de la région et de les acheminer directement aux ports d'Abidjan et de San Pedro. Elle favorisera le décongestionnement des ports du pays et facilitera ainsi l'écoulement des produits de l'ouest de la Côte d'Ivoire.

🌐 Guinée

Présentation d'un projet de construction de 18 500 logements sociaux

Le 13 octobre 2021, la Société de gestion et de construction guinéenne (SGCG) [a présenté](#) au Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du territoire un projet de construction de 18 500 logements sociaux. D'un coût total estimé à un peu plus de 1 Md USD, ce projet prendrait place à terme sur une superficie de 687 ha dans la commune de Ratoma, en banlieue de Conakry. Pour financer la 1^{ère} phase du projet, la SGCG a signé un contrat de préfinancement d'un montant de 479 M USD avec la société chinoise Power China.

🇲🇱 Mali

Inflation globale à +4,7% en g.a. en septembre 2021

Selon l'Institut national de la statistique, le taux d'inflation [s'est établi](#) à +4,7% en glissement annuel (g.a.) en septembre 2021, contre +1,5% en g.a. le mois précédent. L'inflation a notamment été portée par la hausse des prix des loisirs et culture (+32,2% en g.a.), du secteur de la santé (+8,6% en g.a.), mais également des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+6,9% en g.a.), en lien avec celle des huiles (+41,8% en g.a.) et des fruits frais (+23% en g.a.). Pour 2021, le FMI table sur un niveau d'inflation moyen à 3%.

🇲🇷 Mauritanie

Réforme du Code des marchés publics

Le 13 octobre 2021, le gouvernement [a approuvé](#) un projet de loi visant à réformer le code des marchés publics. Il interviendra pour aider l'Etat dans son processus de prise de décision tout en favorisant : (i) la transparence des choix ; (ii) l'égalité d'accès aux marchés ; (iii) l'égalité de traitement ; (iv) le recours à la concurrence et (v) **la responsabilisation dans la mise en œuvre des décisions prises**. Cette réforme élargit le rôle de la commission de passation des marchés publics qui pourra auditer *a posteriori* les marchés attribués. Une autre innovation est le conditionnement de toute réclamation au dépôt **d'une caution** au préalable.

Diminution de l'excédent commercial de 13,9% au 1^{er} trimestre 2021 en g.a.

Selon [l'Agence nationale de la statistique et de l'analyse démographique et économique](#), l'excédent commercial a diminué de 13,9% au 1^{er} trimestre 2021 en glissement annuel (g.a.) pour s'établir à 2 Mds MRU (48,4 M EUR). Les exportations ont atteint 28,9 Mds MRU (686,9 M EUR), en progression de 20% en g.a, tandis que les importations se sont élevées à 26,9 Mds MRU

(639,3 M EUR), en hausse de 23,6% en g.a. Les principaux produits exportés sont les minerais de fer (45,1% du total des exportations) et les produits halieutiques (23,9%) tandis que les principaux produits importés sont les produits pétroliers (23,9% du total des importations) et les produits alimentaires (23,8%). Enfin, les principaux clients du pays sont la Chine (38,5% des exportations), le Canada (19,2%) et l'Italie (12,7%) tandis que les principaux fournisseurs sont l'Espagne (15,2% des importations), la Belgique (9,5%) et la France (7,7%).

🇳🇮 Niger

Ratification de 3 accords pour un montant équivalent à 76 M EUR

Le 7 octobre 2021, le gouvernement [a autorisé](#) la ratification de 3 **accords de financement d'un** montant total de 76 M EUR. Ils concernent : (i) le financement partiel du projet de réhabilitation et d'extension de l'aéroport de Diffa par la Banque ouest-africaine de développement, pour un montant de 25 Mds FCFA (38,1 M EUR) ; (ii) le financement partiel du projet d'aménagement hydro-agricole du programme Kandadji, pour un montant de 15 Mds FCFA (22,9 M EUR) ; (iii) le projet d'appui à l'initiative pour l'irrigation au Sahel, signé avec l'Institut du crédit officiel du royaume d'Espagne, pour près de 15 M EUR.

🇸🇳 Sénégal

Partenariat entre DPW et CDC Group pour l'amélioration des perspectives du port de Ndayane

Le 12 octobre 2021, Dubaï Port World (DPW) et l'institution britannique de financement du développement, CDC Group, [ont annoncé avoir signé](#) un partenariat stratégique visant à améliorer les performances des plateformes portuaires en Afrique ou leur extension. La convention porte sur un engagement global de 1,7 Md USD (1 Md USD de DPW et 700 M USD de CDC Group) et concerne les ports de Dakar,

Sokhna et Berbera. Pour Dakar en particulier, il s'agira de la réalisation du Port en eau profonde de Ndayane, dont la 1^{ère} phase, d'un coût de 683 M EUR, a été confiée à DPW. Ce nouveau port devrait permettre un commerce supplémentaire équivalent à 3% du PIB pour le Sénégal.

Réduction du déficit commercial de 6,8% à fin juin 2021 en g.a.

Selon l'Agence nationale de la statistique et de la démographie, [le déficit de la balance commerciale a diminué de 6,8% à fin juin 2021 en glissement annuel \(g.a.\)](#) pour s'établir à 1 041,1 Mds FCFA (1,6 Md EUR). Les exportations ont progressé de 13,9% en g.a. pour s'établir à 1 379 Mds FCFA (2,1 Mds EUR), en lien avec la hausse des ventes de produits arachidières (+59,9% en g.a.) et de l'or industriel (+48,9% en g.a.). Du côté des importations, elles ont également connu une progression de 4% à fin juin 2021 en g.a. pour s'établir à 2 420,1 Mds FCFA (3,7 Mds EUR), en lien avec la hausse des achats de métaux (+38,9% en g.a.) et de matériels de transport (+17,3% en g.a.). A l'inverse, les achats de sucres et produits sucrés (-23,2% en g.a.) et surtout d'huiles et graisses (-35,1% en g.a.) se sont contractés.

Sierra Leone

Importante augmentation du déficit budgétaire en juillet 2021 en g.m

D'après [la revue mensuelle de l'économie](#) de la Banque centrale de Sierra Leone (BSL) portant sur le mois de juillet 2021, le déficit budgétaire est passé de 24,9 Mds SLL (2,3 M USD) en juin à 230,4 Mds SLL (21,7 M USD) en juillet 2021. Ce résultat s'explique par une diminution des

recettes de 6,3% en g.m. à 695,8 Mds SLL (65,4 M USD), en lien avec la chute de l'impôt sur le revenu (-43,3% en g.m.) et des recettes issues des droits de douane (-6% en g.m.). A l'inverse, les dépenses ont progressé de 20,7% en g.m. à 926,2 Mds SLL (87,1 M USD). Cela se justifie en partie par la hausse des dépenses liées au service de la dette (+69,7% en g.m.). Le déficit budgétaire du mois de juillet 2021 a été entièrement financé par des ressources intérieures.

Togo

Adoption d'une loi instaurant l'assurance maladie universelle

Le 12 octobre 2021, l'Assemblée nationale [a adopté](#) le projet de loi instituant l'assurance maladie universelle. Il garantira des soins de santé à toutes les couches de la population à travers le principe de mutualisation des risques et de solidarité dans le financement. Dans le détail, ce projet couvrira les risques liés à la maladie, aux accidents non professionnels et à la maternité. Les agents publics et assimilés, les travailleurs du secteur privé, les acteurs de l'économie informelle et agricole, les indépendants, les bénéficiaires de pension et de rentes et les personnes ne disposant pas des ressources nécessaires pour contribuer à l'assurance maladie obligatoire sont pris en compte par le nouveau système. Par ailleurs, afin d'assurer la gestion du projet, la loi prévoit également la création d'une agence nationale d'assurance maladie.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan
Rédacteurs : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Bamako, Dakar, Lomé et Ouagadougou, antennes de Conakry et Nouakchott

Pour s'abonner

abidjan@dgtresor.gouv.fr